



Organisation
internationale
du Travail



Financé par
l'Union européenne

► Note d'orientation sur le Maroc

Impact des politiques de commerce et d'investissement
sur l'emploi productif et décent

Décembre 2024



► Le lien entre commerce, investissement, et emploi

Le Maroc a suivi cette tendance des pays en développement ayant priorisé le renforcement du commerce et des investissements étrangers en tant que principaux objectifs nationaux, stimulant une croissance économique importante. Malgré les perturbations comme la pandémie de COVID-19, les flux commerciaux entrants et sortants ont augmenté considérablement, offrant des ressources financières cruciales. En transition vers une économie mondialement intégrée depuis les années 90, les mesures de libéralisation adoptées par le Maroc ont entraîné une contribution à hauteur de 40 % au PIB par les exportations, par rapport à 26 % en 2000. Les investissements directs étrangers (IDE) ont également surgi, ce qui reflète la stratégie du Maroc, qui consiste à exploiter le financement externe en vue de stimuler les industries locales, créer des emplois productifs, améliorer les niveaux de vie, et renforcer la productivité de la main-d'œuvre et du capital.

Principales implications des politiques de commerce, d'emploi et d'investissement

- **Création des emplois et inclusion socio-économique** : Les politiques d'ouverture économique et d'investissement visent à créer des emplois décents et productifs, ce qui permet de promouvoir l'inclusion des femmes et des jeunes dans les secteurs clés comme le commerce, l'industrie, les services et l'agriculture. Ces politiques ont pour but de réduire les disparités territoriales, en apportant un soutien ciblé aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME), qui dominent le paysage industriel au Maroc.
- **Attraction des investissements étrangers** : L'ouverture économique, appuyée par des accords de libre-échange et de grands projets d'investissements, a contribué à attirer des afflux d'investissements directs étrangers (IDE), pour répondre aux besoins récurrents du pays en financement.
- **Harmonisation et coordination** : L'harmonisation des interventions de multiples acteurs (publics et privés) est essentielle à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques de commerce et d'investissement cohérentes et adaptées aux segments cibles, en plus d'assurer la coordination entre les ministères, les institutions publiques et le secteur privé.
- **Soutien aux PME et aux micro-entreprises** : Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), qui représentent jusqu'à 95 % du secteur industriel, nécessitent des mesures spécifiques comme l'équité fiscale et l'accès au financement afin de renforcer leur compétitivité et de faciliter l'internationalisation.
- **Transition écologique et innovation** : Les politiques intègrent des objectifs de décarbonation, dont des stratégies de développement à faible émission de gaz à effet de serre et des systèmes de certification visant à réduire l'empreinte carbone. La croissance du secteur automobile au Maroc est liée au développement des écosystèmes technologiques à haute performance, qui nécessitent des investissements en recherche et développement (R&D) et en innovation.
- **Renforcement de la gouvernance économique** : Il est recommandé d'établir une structure d'intelligence économique pour surveiller les politiques d'emploi, de commerce et d'investissement sur le marché du travail.
- **Développement entrepreneurial** : Le nouveau modèle d'investissement du Maroc favorise l'entrepreneuriat, avec des actions innovantes et coordonnées générant des synergies entre le secteur public et privé.



► Approches sectorielles au développement des chaînes de valeur et des industries orientées vers l'exportation

L'évaluation de la chaîne de valeur vise à identifier les goulets d'étranglement et les opportunités d'expansion des marchés et des exportations, afin de générer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Ces mesures contribueront à orienter le soutien nécessaire des gouvernements et des organisations de travailleurs et d'employeurs pour améliorer la compétitivité et les exportations du secteur, ainsi qu'à doter les travailleurs des compétences pertinentes. L'évaluation combine des recherches documentaires, la collecte de données d'entreprise et des entretiens avec des acteurs clés. Elle vise à élaborer une feuille de route pour aider le secteur à développer sa capacité et à identifier les compétences nécessaires pour accroître sa compétitivité et réaliser son potentiel d'exportation. L'évaluation suit les méthodologies de l'OIT : « Commerce et chaînes de valeur dans les activités à forte intensité de main-d'œuvre » (TRAVERA) et « Compétences pour le commerce et la diversification économique » (STED), et s'appuie sur des éléments clés de l'approche de l'OIT en matière de systèmes de marché du travail décent.

Le secteur choisi par les membres du groupe de travail sur les politiques pour évaluation est celui de la bonneterie, qui représente une source significative d'emplois et de revenus pour le Maroc, puisqu'il procure 27 % des emplois industriels et contribue à environ 10,3 % des exportations totales du pays. Le secteur de la

bonneterie est dominé par les petites et moyennes entreprises (PME), qui constituent 92 % de sa base industrielle. Les femmes représentent près de 70 % de la main-d'œuvre dans le domaine de la bonneterie, soulignant son rôle dans la promotion de l'inclusion sociale et économique. De plus, 35 à 40 % des employés sont des jeunes, ce qui démontre son potentiel en termes d'intégration de ce groupe démographique. Géographiquement parlant, les régions de Casablanca-Settat (38 %) et Tanger-Tétouan-Al Hoceima (27 %) concentrent la majorité des entreprises de la maille, bénéficiant de la proximité avec les infrastructures portuaires et de l'accès à une main-d'œuvre qualifiée. Ce secteur est ainsi crucial pour l'économie locale de ces régions et joue un rôle important dans la réduction du chômage et la stabilité sociale.



© iStock/LindaMarieCaldwell/Maroc

Principales opportunités, notamment pour l'emploi des jeunes et des femmes

La proximité géographique du Maroc avec l'Europe constitue un avantage stratégique, lui permettant de répondre rapidement aux demandes de la fast fashion, notamment de clients européens majeurs comme Inditex (Zara, Massimo Dutti, Bershka). La flexibilité opérationnelle et l'expertise dont jouit le secteur pourraient être renforcées pour optimiser la réponse aux besoins du marché européen. Cependant, les conditions actuelles appellent des réformes structurelles et un soutien étatique accru pour libérer le potentiel du secteur.

Défis

L'étude révèle que le secteur de la bonneterie souffre d'une forte dépendance aux importations de matières premières, avec environ 85 % des intrants provenant de l'étranger. Cette dépendance expose le secteur aux fluctuations des prix mondiaux et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. En outre, les difficultés auxquelles le secteur fait face sont aggravées en raison de la forte concurrence de la part d'acteurs étrangers, comme la Chine et la Turquie, qui disposent d'avantages importants, notamment en matière de coûts et de rapidité de production. Par ailleurs, le secteur informel reste très présent, entravant les efforts de structuration, de régulation et d'amélioration des conditions de travail, ce qui empêche également la visibilité complète et l'optimisation de la chaîne de valeur.

Principales recommandations

L'étude propose des mesures clés visant à dynamiser le secteur. Pour ce faire, il faut combler les lacunes des compétences, moderniser la technologie et promouvoir la durabilité. En effet, pallier un déficit annuel de compétences estimé à 10 400 travailleurs (2024–2028) nécessite une collaboration avec des institutions spécialisées pour développer des programmes de formation axés sur les domaines de la maintenance industrielle, le tricotage et la digitalisation, outre les initiatives de formation continue visant à renforcer l'employabilité et à améliorer la productivité. Il est également essentiel de moderniser les équipements et d'adopter des technologies avancées, comme la robotisation et la maintenance prédictive, en vue de réduire les coûts, d'améliorer la qualité des produits et de maintenir la compétitivité. Des incitations fiscales et des subventions aux PME sont recommandées afin de faciliter cette transition. L'étude encourage également une diversification des marchés, au-delà de l'Europe, avec un accent particulier sur l'Afrique et le Moyen-Orient, ainsi que sur les textiles techniques, comme les vêtements médicaux et de protection. La lutte contre le secteur informel, en renforçant les règlements et les incitations, relève d'une importance vitale pour favoriser un marché équitable et stimuler la croissance des entreprises formelles.

► Analyse du climat d'investissement pour stimuler le commerce et l'emploi décent dans le secteur du textile (Maille) au Maroc

Partant des résultats de l'analyse de la chaîne de valeur, et dans une tentative de libérer le potentiel des produits de bonneterie au Maroc, une **étude sur les investissements productifs** dans le secteur a été élaborée. L'analyse a révélé que le secteur de la bonneterie au Maroc présente de fortes opportunités pour l'intégration des femmes et des jeunes à la main-d'œuvre. Cependant, même si le secteur figure parmi les priorités nationales, les flux des IDE restent limités, le secteur recevant principalement des investissements nationaux, ce qui ne lui permet pas de satisfaire ses besoins urgents.

Principales conclusions

- L'intégration des PME aux chaînes de valeur mondiales demeure limitée, ce qui nécessite un soutien supplémentaire par le biais de programmes de financement, de formation et d'accès au marché.
- Les investissements ne sont pas répartis uniformément sur toute la chaîne de valeur, entraînant des goulets d'étranglement en matière d'approvisionnement et une dépendance aux importations.
- Les investissements sont fortement axés sur les activités en aval plutôt que sur les processus en amont.
- Les PME font face à des obstacles dans l'accès au financement et aux mises à niveau technologiques, ce qui limite leur capacité d'innovation et de concurrence.

Recommandations pour améliorer le climat d'investissement

- Renforcer la collaboration entre les investisseurs étrangers et les entreprises locales pour améliorer le transfert des technologies et le développement des compétences.
- Renforcer l'amont de la chaîne de valeur et réduire la dépendance aux importations.
- Apporter un soutien ciblé aux PME pour intégrer les marchés et les chaînes de valeur au niveau international.
- Promouvoir la collaboration entre le secteur public et privé afin d'améliorer l'innovation et la compétitivité, et d'attirer les IDE tout en maximisant leur impact.

► Effets potentiels des investissements en infrastructure sur le commerce et l'emploi

L'évaluation de l'impact de l'emploi et du commerce du programme d'énergie solaire Noor Ouarzazate au Maroc a utilisé des analyses quantitatives et qualitatives pour examiner les effets du projet sur l'emploi et le commerce. L'étude démontre le potentiel important des instruments d'énergie renouvelable en termes de croissance économique, d'emploi et d'environnement. Comblar les lacunes d'inclusivité du genre, formaliser les emplois, développer les opportunités de formation et stimuler les capacités industrielles locales permettra aux décideurs politiques d'améliorer les avantages socio-économiques des projets similaires, tout en favorisant une transition énergétique durable.



© iStock/Dennis Gleiss/Maroc

Principales conclusions

Emploi total : Le programme a démontré un grand potentiel de création d'emplois, soulignant le rôle des grands investissements comme moteur de croissance économique. L'investissement dans des projets similaires pourrait renforcer la création d'emplois et stimuler l'économie.

Emploi des femmes : Malgré la participation des femmes à toutes les catégories d'emploi, leur représentation dans les rôles directs est restée faible, ce qui souligne l'importance d'adopter des politiques de recrutement basées sur l'égalité des sexes et des initiatives de formation ciblées pour améliorer l'accès des femmes aux emplois qualifiés et à forte valeur ajoutée dans le secteur des énergies renouvelables.

Emploi des jeunes : Le programme a démontré sa capacité à remédier au chômage des jeunes en leur offrant des opportunités dans les rôles directs. Les politiques favorisant le développement des compétences et un meilleur alignement entre l'éducation et les demandes du marché du travail pourraient renforcer l'impact de ces initiatives sur l'emploi des jeunes.

Emploi formel vs. Informel : Tout emploi direct dans le cadre du programme a adhéré aux normes du travail formel, y compris les contrats et la couverture sociale. Toutefois, le travail informel prédomine dans les catégories d'emploi indirect et induit. Ceci souligne la nécessité de politiques visant à formaliser l'emploi dans les chaînes d'approvisionnement et les secteurs pertinents, afin d'améliorer la sécurité de l'emploi et la protection sociale.

Formation et développement de la main-d'œuvre : Le programme a souligné la valeur de la formation et de l'appui à la main-d'œuvre au cours des phases d'exécution. Élargir l'offre de formation pourrait garantir que les travailleurs locaux soient mieux préparés pour occuper des rôles qualifiés, ce qui permettrait de réduire la dépendance à la main-d'œuvre étrangère et de promouvoir l'expertise locale.

Compétences des employés : Le programme a révélé des lacunes relatives au niveau d'éducation atteint par les travailleurs, notamment dans les emplois directs et induits, où de nombreux employés n'avaient pas poursuivi d'études supérieures ou ne disposaient pas de qualifications officielles. Il est essentiel de renforcer les systèmes de formation et d'éducation professionnelle afin d'aligner la main-d'œuvre sur les demandes des projets d'énergie renouvelable.

Impact sur le commerce et l'environnement :

- La dépendance sur les équipements importés souligne une opportunité pour développer les industries nationales et stimuler les capacités de production locales des composants solaires.
- Le programme a contribué à la transition du Maroc vers l'énergie renouvelable, mais son impact en termes de réduction du déficit électrique reste toutefois limité. Cela met en lumière la nécessité de diversifier et d'accroître les investissements en énergie renouvelable.
- L'utilisation d'eau dans les centrales solaires, notamment dans les régions arides, nécessite une gestion prudente. Les décideurs politiques doivent privilégier les technologies économes en eau et adopter des pratiques durables pour équilibrer la production d'énergie et la préservation des ressources.

Recommandations pour améliorer les résultats des investissements en infrastructure sur l'emploi et l'économie

Les recommandations suivantes ont été formulées en consultation avec les membres du groupe de travail sur les politiques au Maroc :

- Adopter des dispositions législatives et réglementaires introduisant le principe d'évaluation ex-ante et ex-post de l'impact des projets d'infrastructure, utilisant les marchés publics ou les partenariats public-privé (PPP), sur l'emploi et le commerce extérieur.
- Introduire des critères de sélection des entreprises pour les contrats publics et les partenariats public-privé (PPP), y compris l'optimisation de la formation de la main-d'œuvre locale et le recours aux entreprises locales.
- Mettre en place un cadre inclusif pour la collaboration autour des projets d'infrastructures réunissant les agences publiques, les sociétés sous-traitantes, les autorités locales, les représentants élus, les agences de recrutement, et les institutions de formation responsables, en vue de :
 - Planifier les besoins en recrutement et en formation à l'avance ;
 - Améliorer la qualité des emplois, notamment pour les travailleurs peu qualifiés et ceux employés par des agences de recrutement privées ;
 - Mettre en place des mécanismes de dialogue régulier pour assurer une communication fluide et adapter les mesures en fonction des retours par les parties prenantes.

► À propos du programme IECI

« [Intégration de l'emploi dans le commerce et l'investissement](#) » (IECI), est un programme régional de quatre années, financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par l'Organisation internationale du Travail. L'objectif général du programme est de permettre aux décideurs politiques de la région du Sud de la Méditerranée d'intégrer les questions d'emploi dans les politiques de commerce et d'investissement, et de concevoir et de mettre en œuvre des interventions qui, à terme, optimisent la quantité et la qualité des emplois créés dans la région.

Coordonnées de contact	Organisation internationale du Travail Route des Morillons 4 CH-1211 Genève 22 Suisse	DOI: https://doi.org/10.54394/BPOH0894 E: meti@ilo.org W: www.ilo.org/meti
-------------------------------	---	--



ilo.org

Organisation internationale du Travail
Route des Morillons 4
CH-1211 Geneva 22
Switzerland